

Interview de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien indien "The Hindu" du 4 décembre 2010, sur les relations franco-indiennes, la présidence française du G20, la situation en Afghanistan et sur la lutte contre le terrorisme.

QUESTION -- Plusieurs économies développées, en particulier au sein de la zone euro, traversent une crise profonde et le récent sommet du G20 a été une déception. Vous avez pris la présidence du G20 dans un contexte difficile et vous avez des objectifs ambitieux concernant l'amélioration de la gouvernance internationale avec trois priorités majeures. Compte-tenu des différents points de vue au sein du G20, comment comptez-vous atteindre le consensus nécessaire ? Le dialogue stratégique franco-indien peut-il contribuer à faire avancer vos objectifs ?

LE PRÉSIDENT -- C'est vrai, les priorités que la France s'est fixées pour sa présidence du G20 sont ambitieuses. Mais cette ambition répond à une nécessité. Les sujets que nous avons placés en haut de notre agenda -- la réforme du système monétaire international, la lutte contre la volatilité des prix des matières premières, la réforme de la gouvernance mondiale -- sont essentiels à la stabilité et à la prospérité du monde.

A ces trois objectifs, vous pourriez ajouter la poursuite de la moralisation du capitalisme financier, qui reste pour nous une priorité, et la question des financements innovants, auxquels vous le savez je suis particulièrement attaché, parce que sans eux, le monde ne pourra pas être au rendez-vous du développement, ni tenir les engagements pris à Copenhague pour lutter contre le réchauffement de la planète.

Vous me dites : « sur tous ces sujets, les points de vue sont très différents au sein du G20 », et vous avez parfaitement raison. Est-ce une raison pour ne rien faire ? Évidemment non. Si nous n'agissons pas, qui le fera ?

Mais nous ne réussirons que si nous sommes unis. Il faut donc construire ensemble le consensus et mais un consensus ambitieux, qui ne se résume pas au plus petit dénominateur commun. Notre méthode, c'est celle de l'écoute, de la concertation, de l'association. La présidence française sera une présidence qui joue collectif. Parce que nous avons décidé de privilégier la concertation, nous voulons, sur tous ces thèmes difficiles, laisser toute sa place au débat. Il ne s'agit pas d'arriver avec des projets déjà ficelés, « à prendre ou à laisser », ce serait l'assurance de l'échec. Il faut au contraire faire vivre le dialogue entre nous, en étant à l'écoute de chacun. Je suis en ce moment même engagé dans une phase de consultation très approfondie avec l'ensemble de mes partenaires du G20. C'est essentiel pour comprendre les préoccupations, les attentes mais aussi les contraintes de chacun. Le G20 sera d'ailleurs au coeur de mes entretiens avec le Premier ministre Singh.

Cette concertation, elle doit également aller au-delà des seuls membres du G20. Le G20 ne sera légitime que s'il est à l'écoute du monde, de ses préoccupations, mais aussi de ses espoirs. Les pays qui n'appartiennent pas au G20 -- le « G172 » comme on les appelle parfois -- nous demandent de ne pas les oublier. Ils nous demandent par exemple de ne pas négliger les Nations Unies qui restent, de par leur universalité, l'instance internationale la plus légitime. Et ils ont

raison. C'est la raison pour laquelle je souhaite mieux associer les Nations Unies et leurs différentes agences à nos travaux.

Je souhaite aussi que nos débats et nos travaux s'inscrivent dans un temps plus long. Je veux que la Présidence française soit utile du premier au dernier jour, et qu'elle permette d'aller réellement au fond des sujets. Sortons de l'obsession du « communiqué final », engageons tout au long de l'année, et à tous les niveaux, un véritable travail de fond.

Je considère enfin que, pour vivre et fructifier, le débat ne doit pas être l'exclusivité des Etats. Il doit s'enrichir des travaux et des réflexions des personnalités qui ont une compétence reconnue sur ces sujets complexes. C'est pourquoi je souhaite que nous organisions des séminaires, associant les meilleurs experts mondiaux sur le sujet, qui auraient vocation à alimenter et à compléter notre réflexion. Le premier séminaire consacré à la réforme du SMI devrait ainsi avoir lieu en Chine, probablement au printemps.

Dans cette approche ouverte et inclusive, je souhaite que l'Inde joue un rôle majeur. L'excellence du partenariat franco-indien et l'amitié entre nos deux pays peuvent être, j'en suis convaincu, une chance et un moteur pour la présidence française.

QUESTION - Votre soutien à l'Inde a été franc et univoque. Vous avez également une relation personnelle excellente avec le Dr Singh, qui est un économiste éminent. En 2008, vous-même et le Dr Singh avez promis de multiplier par deux les échanges commerciaux entre l'Inde et la France. Mais ces derniers se sont écroulés -- en partie à cause de la crise financière. De plus, les investissements français en Inde restent relativement peu élevés alors que New Delhi a annoncé son intention de dépenser 500 milliards de dollars dans des projets d'infrastructures -- domaine dans lequel la France excelle. Pourquoi les Français se tiennent-ils à l'écart de l'Inde -- à l'exception de quelques secteurs-clés comme le nucléaire, Airbus, la défense ? Quels sont les domaines de coopération et d'investissement que vous voudriez promouvoir ? Quel rôle voyez-vous pour l'Inde dans la renaissance industrielle que vous appelez de vos vœux en France ?

LE PRESIDENT -- Je ne peux pas vous laisser dire que les entreprises françaises se tiennent à l'écart de l'Inde. Il n'y a pas que les échanges commerciaux entre nos deux pays qui reculent.

Il y a aujourd'hui près de 800 entreprises françaises qui sont installées en Inde, tous secteurs confondus, et ce chiffre ne cesse d'augmenter.

Quant à nos échanges commerciaux, ils ont, sur les huit premiers mois de cette année, augmenté de près de 40% par rapport à l'année dernière. A ce rythme, nous serons en mesure d'approcher de la réalisation de l'objectif que le Premier ministre Singh et moi avons fixé, lors de ma première visite en 2008, de doubler nos échanges commerciaux d'ici 2012. Et ce, malgré la crise économique qui -- comme vous l'avez rappelé -- n'a pas permis d'avancer aussi vite que nous l'aurions voulu. L'objectif de doublement de nos échanges n'est donc pas abandonné et il est même plus que jamais d'actualité.

Cela passe par l'approfondissement de notre coopération dans les domaines d'importance traditionnelle de notre partenariat. Vous les avez cités : l'aéronautique, le nucléaire civil, l'environnement, la défense et il y a aussi le spatial. Cette visite y contribuera, puisqu'elle devrait permettre la signature de contrats et d'accords importants dans ces domaines.

Mais nous voulons également renforcer notre coopération dans d'autres domaines. Vous prenez l'exemple des infrastructures, c'est un très bon exemple. L'Inde a engagé un effort de modernisation sans précédent, elle a donc des besoins importants dans ce domaine, dans lequel -- vous l'avez dit -- les entreprises françaises ont une compétence et un savoir-faire mondialement reconnus. Il y a là matière à de nouvelles coopérations, à de nouveaux partenariats entre nos entreprises.

Enfin, vous avez raison de souligner que le développement des investissements entre nous se fait désormais dans les deux sens. Il y a aujourd'hui près de 90 entreprises indiennes installées en France et c'est deux fois plus qu'il y a 5 ans. Et je souhaite que ce chiffre continue d'augmenter. Les entreprises indiennes sont les bienvenues en France. Qu'elles soient de plus en plus nombreuses à vouloir investir chez nous, c'est une très bonne nouvelle. Et c'est la preuve que les réformes que nous menons depuis 3 ans et demi pour rendre notre pays plus attractif et plus

compétitif portent leurs fruits.

Développer les échanges entre nous, cela passe aussi par une meilleure compréhension mutuelle des acteurs économiques français et indiens. C'est dans cet objectif que nous avons créé en 2008 le « CEO-Forum » qui aux dirigeants de nos principales entreprises de dialoguer, d'échanger et finalement de mieux se comprendre et de mieux travailler ensemble.

Nous parlons beaucoup de tous ces sujets avec le Premier ministre Singh. Ensemble, nous avons fait du développement de notre coopération économique une priorité du partenariat franco-indien. C'est quelqu'un avec qui il est très facile de travailler. C'est un homme pour qui j'ai une très grande estime et beaucoup d'amitié.

QUESTION - A l'occasion de sa récente visite en Inde, le Président Obama a entre autres défini son rôle comme celui d'un PDG qui a obtenu pour son pays des commandes d'une valeur de 10 milliards, créant potentiellement 54 000 emplois aux Etats-Unis. De plus en plus, alors que le monde développé continue d'être confronté à une crise, on presse les dirigeants européens d'assumer leur rôle de VRP. Comment voyez-vous votre séjour en Inde et concrètement, qu'espérez-vous obtenir pour votre pays dans les domaines de la défense, de l'aéronautique ou du spatial? On s'attendrait à ce que vous repartiez avec un contrat dans le nucléaire et comment cela peut-il être concilié avec le récent Liability Act (loi sur la responsabilité nucléaire) voté par le parlement indien et qui a manifestement provoqué le mécontentement des autres pays ?

LE PRESIDENT -- Sur la première partie de votre question, je veux vous répondre très clairement. Est-ce que je considère que le développement de nos relations économiques est une priorité ?

Oui. Est-ce que je souhaite que les entreprises françaises gagnent des contrats et s'imposent face à leurs concurrentes sur le marché indien? Evidemment. Et est-ce que je pense que c'est mon rôle de chef de l'État français de les y aider, de les promouvoir et de promouvoir les technologies et le savoir-faire français ? La réponse est encore oui.

Mais si vous me demandez si la signature de contrats est l'unique objectif de ma visite, si je ne suis là que comme un « VRP » pour reprendre votre expression, je vous dis non. Mon ambition va bien au-delà.

La relation entre la France et l'Inde ne peut se résumer à sa seule dimension économique, aussi fondamentale soit-elle. L'Inde, c'est d'abord un partenaire politique majeur, une puissance incontournable, sans laquelle nous ne pourrions pas relever les grands défis auxquels le monde est confronté. Et la France est et restera le premier avocat de l'Inde pour que sa place et son rôle dans le monde soient enfin reconnus à leur juste valeur.

Ce n'est pas un hasard si la France a été le premier grand pays occidental à soutenir la candidature de l'Inde à un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ce n'est pas un hasard non plus, si c'est la France qui a proposé la création du G20, pour donner enfin la place qu'elles méritent aux grandes puissances émergentes comme l'Inde.

L'Inde, ce n'est pas le géant de demain et l'Inde, c'est déjà un géant aujourd'hui et un géant démographique, un géant économique, un géant politique, qui doit être reconnu comme tel, et qui doit en même temps assumer toutes les responsabilités qui vont avec ce nouveau statut. Le monde a besoin que l'Inde prenne sa part de responsabilité dans la résolution des grands problèmes du XXIème siècle.

Ma visite sera donc l'occasion d'avoir des échanges extrêmement approfondis avec le Premier ministre Singh sur tous les grands sujets internationaux : politiques, économiques, stratégiques, et sur les grands défis globaux. Nous parlerons tout particulièrement de la présidence française du G20 dans laquelle, je vous l'ai dit, je souhaite que l'Inde joue un rôle majeur.

Sur la deuxième partie de votre question, vous m'autoriserez à réserver le détail des annonces pour la visite elle-même, d'autant qu'à l'heure où je vous parle, les négociations se poursuivent. Mais il est vrai que les trois domaines que vous mentionnez -- l'aéronautique, la défense et le spatial -- sont des domaines privilégiés de notre coopération.

Vous auriez également pu ajouter le nucléaire civil. Je vous rappelle que la France a été la première à demander pour l'Inde une « exception indienne » en matière de nucléaire civil, compte tenu du comportement exemplaire de l'Inde en matière de non-prolifération. Ce statut particulier, vous l'avez obtenu en 2008, avec l'accord Inde-AIEA et la décision prise par le Groupe des

Fournisseurs nucléaires et ce qui a ouvert la voie à la construction d'un partenariat extrêmement ambitieux entre nos deux pays dans le domaine du nucléaire civil, que nous avons lancé lors de ma dernière visite en 2008.

Je souhaite que ma visite puisse marquer une nouvelle étape décisive de notre coopération sur le nucléaire civil, en particulier dans le domaine industriel avec les discussions entre Areva et NPCIL pour la construction de 2 EPR. Tout est mis en oeuvre pour y parvenir.

Nous devrions également renforcer encore notre relation d'exception en matière de défense.

Après le partenariat sans précédent lancé il y a cinq ans sur les sous-marins Scorpène, nous travaillons aujourd'hui à prolonger et à approfondir notre coopération sur les avions de chasse, puisque l'Inde souhaite moderniser la flotte existante, et dans le domaine missilier.

Les autres domaines que vous avez mentionnés, l'aéronautique et le spatial, devraient également connaître des progrès significatifs.

J'attire votre attention sur un autre point, c'est que nos relations économiques ont profondément changé de nature. De plus en plus, entre l'Inde et la France, nous ne sommes plus simplement dans une relation de fournisseur à client et il ne s'agit plus seulement d'acheter et de vendre, mais de faire ensemble, en partageant le savoir-faire et les technologies. Nous sommes entrés dans une véritable logique de partenariat, à l'image de ce qu'Areva et NPCIL sont en train de construire dans le nucléaire civil.

Enfin, sur votre dernière question -- la loi sur la responsabilité civile nucléaire --, puisque vous m'interrogez, je voudrais faire quelques remarques. Il existe entre nos deux pays des projets absolument majeurs dans le domaine du nucléaire civil, j'y faisais référence à l'instant. Il faut que la législation indienne garantisse aux industriels français et étrangers comme aux industriels indiens la possibilité de travailler avec le nucléaire civil indien dans de bonnes conditions. C'est impératif.

Il est tout à fait normal que l'Inde garantisse un haut niveau de protection aux victimes. Elle doit le faire dans le respect de la sécurité juridique. Je comprends que les mesures d'application de la loi sont en ce moment même en cours d'élaboration. Ce que nous souhaitons, c'est tout simplement qu'elles soient conformes aux règles internationales en la matière, telles qu'elles sont définies dans la convention de Vienne, rien de plus.

QUESTION - Le Président Obama avait annoncé le retrait des troupes américaines d'Afghanistan en juillet 2011. Mais la date limite de retrait semble avoir été déplacée à 2014. Quelle est votre lecture de la situation afghane, en particulier eu égard au fait que vos propres troupes sont exposées dans des secteurs comme Kapisa ? Comment concevez-vous le rôle de l'Inde en Afghanistan sachant l'importance de son rôle civil et humanitaire dans ce pays, ainsi que son scepticisme concernant un quelconque dialogue avec des talibans modérés, si toutefois une telle catégorie existe ?

LE PRESIDENT -- Je voudrais d'abord apporter une précision. Le Président Obama n'a jamais annoncé le retrait des troupes américaines pour 2011 et ce qui a été annoncé pour 2011, c'est le début éventuel de la diminution du « surge », c'est-à-dire des 30 000 hommes supplémentaires envoyés dans le cadre de la nouvelle stratégie de contre-insurrection de l'OTAN.

Au sommet de l'OTAN, il y deux semaines à Lisbonne, nous avons décidé avec l'ensemble des pays engagés militairement en Afghanistan d'entrer à partir de 2011 dans une phase dite de « transition », c'est-à-dire le transfert aux Afghans, de manière progressive et ordonnée, de la sécurité dans les zones stabilisées. La transition, c'est ce que la France a déjà fait à Kaboul et c'est ce que nous espérons être en mesure de poursuivre là où nos soldats sont engagés.

La décision de généraliser, à partir de 2011, cette transition est une très bonne nouvelle. Je vous rappelle que la France avait été la première à le proposer, dès 2008, dans une lettre à mes homologues de l'Alliance atlantique avant le sommet de Bucarest et puis nous l'avons poussé avec Angela Merkel et Gordon Brown dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies en 2009.

Vous avez raison, le combat dans lequel nous sommes engagés est difficile, le prix humain est très lourd. Mais c'est un combat nécessaire. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement le sort d'un

pays, ce qui est en jeu, c'est la stabilité de toute la région et notre sécurité, celle de votre région, et aussi celle de l'Europe. C'est une question qui nous concerne tous et chacun doit prendre ses responsabilités.

Notre responsabilité, c'est d'être aux côtés des Afghans pour combattre les Talibans et c'est de former les forces de sécurité afghanes pour qu'elles puissent assurer, seules, leurs missions et c'est d'aider les Afghans à relever leur pays et à se reconstruire un avenir. Sur ce dernier point, je veux rendre hommage à l'action décisive de votre pays, qui joue un rôle crucial dans la reconstruction et le développement de l'Afghanistan.

De son côté, le gouvernement afghan doit améliorer la gouvernance du pays, lutter contre la corruption, contre les trafics. Vous m'interrogez sur la stratégie de réconciliation : la France la soutient pleinement, parce que c'est le seul moyen d'isoler les terroristes et parce que c'est la mission centrale des autorités afghanes d'encourager la réconciliation. Mais cette main tendue n'est possible qu'à certaines conditions : elle ne peut se faire qu'avec ceux qui ont renoncé à la violence, coupé tout lien avec Al Qaïda et qui s'engagent à respecter les institutions afghanes. Enfin, une solution durable en Afghanistan requiert le concours du Pakistan, qui doit agir contre les sanctuaires où les terroristes afghans ont trouvé refuge.

L'engagement pour l'Afghanistan est un choix stratégique fondamental. Nous n'abandonnerons pas les Afghans au terrorisme et à la barbarie. Nous resterons engagés en Afghanistan aussi longtemps que nécessaire et que le souhaitera le peuple afghan.

QUESTION - L'Inde déplore depuis longtemps le terrorisme venant de l'extérieur de ses frontières, et le monde n'a commencé que très récemment à prendre ces plaintes au sérieux. Ce n'est plus seulement le problème de l'Inde désormais. La France doit elle aussi affronter des menaces venant d'extrémistes, dont certains sont des citoyens français qui ont été entraînés dans des camps au Pakistan, ou qui y ont été endoctrinés. Le Président Obama, tout comme le Premier ministre Cameron, semble avoir décidé qu'il était temps de dénoncer publiquement ces sanctuaires du terrorisme. Partagez-vous cette perception ? Soutiendriez-vous une action internationale concrète et concertée par le biais d'organes comme le Comité des Sanctions de l'ONU afin d'éliminer les menaces émanant d'individus et d'organisations qui propagent le terrorisme et continuent de bénéficier de ces sanctuaires?

LE PRESIDENT -- La lutte contre le terrorisme, c'est une priorité absolue pour l'Inde et c'est une priorité absolue pour la France. Dès 2007, j'avais souhaité que nous renforçons notre coopération dans ce domaine, en améliorant par exemple les échanges entre nos services de renseignement. Après les attaques de Bombay en novembre 2008, nous avons décidé de faire de la lutte contre le terrorisme l'un des piliers de notre partenariat stratégique.

Les menaces auxquelles nous sommes confrontés sont les mêmes et elles pèsent sur nos pays, mais aussi sur nos ressortissants engagés en Afghanistan ou ailleurs. Notre coopération en la matière ne doit pas avoir de limite. L'Inde doit savoir qu'elle pourra toujours compter sur le soutien de la France pour faire face au fléau du terrorisme. C'est cette solidarité sans faille que j'exprimerai mardi à Bombay, en rendant hommage aux victimes des attentats odieux de novembre 2008, qui ont profondément ému la France et le monde.

Mais vous avez raison, aucune victoire durable ne sera possible sans le concours et l'engagement total du Pakistan. Un Pakistan stable, prospère et démocratique est dans l'intérêt de l'Inde, de la France et du monde entier. Rien ne condamne le Pakistan à être à la fois la victime et le creuset du terrorisme. Et la France l'a toujours dit sans la moindre ambiguïté.

C'est parce qu'il est indispensable d'éliminer le fléau du terrorisme que la France a renforcé sa coopération avec les autorités pakistanaïses en matière de lutte anti-terroriste.

L'ONU a bien sûr un rôle central à jouer, en plaçant sous sanctions les terroristes recherchés et ceux qui les soutiennent.

QUESTION -Le Pakistan est depuis longtemps un bon client de la France en matière d'armement. Vous savez que du point de vue indien, toute arme ou équipement sophistiqué acheté par le Pakistan est destiné à être utilisé contre l'Inde plutôt que contre les terroristes. Dans ce contexte, le Pakistan reste-t-il un acheteur potentiel ? Qu'est-ce qui se prépare en ce

moment a ce sujet ?

LE PRESIDENT -- Je vous le répète, car je ne veux pas qu'il y ait de malentendus : la priorité pour le Pakistan, c'est de lutter contre le terrorisme auquel le peuple pakistanais paie un tribut quotidien. C'est dans ce domaine que porte la coopération entre la France et le Pakistan en matière d'équipements de sécurité.

Il faut être cohérent. On ne peut pas dire au Pakistan : « Vous devez lutter contre le terrorisme chez vous » et ne pas l'aider à renforcer ses capacités sécuritaires pour y parvenir. C'est dans cet esprit et avec cette exigence que nous aidons le Pakistan.

Source <http://www.diplomatie.gouv.fr>, le 7 décembre 2010